Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

3 | 2020

Inscrire l'esclavage dans les humanités numériques

Introduction

Jean-Pierre Le Glaunec

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/3008>

DOI : 10.4000/slaveries.3008

ISSN : 2540-6647

Éditeur

CIRESC

Référence électronique

Jean-Pierre Le Glaunec, « Introduction », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 3 | 2020, mis en ligne le 27 novembre 2020, consulté le 29 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/3008> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slaveries.3008>

Ce document a été généré automatiquement le 29 novembre 2020.

Les contenus de la revue *Esclavages & Post-esclavages* / *Slaveries & Post-Slaveries* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Introduction

Jean-Pierre Le Glaunec

- ¹ *Text Encoding Initiative*, métadonnées, base de données relationnelle, données ouvertes liées, *data mining*, normes Dublin Core, GIS, XML, CSS, Javascript, *back end*, *front end*... Le vocabulaire propre aux humanités dites numériques n'est pas toujours facile à comprendre ou à adopter. Le domaine est pourtant à la mode comme en témoignent, par exemple, les appels à projets des organismes subventionnaires en sciences humaines et sociales ou la formation de pôles de recherche spécialisés dans le domaine, de part et d'autre de l'Atlantique. Au Canada, l'université de Montréal héberge le Centre de recherche interuniversitaire sur les humanités numériques ; l'université de Victoria, sur la côte pacifique, un laboratoire nommé « Electronic Textual Cultures Lab¹ ». Toujours au Canada, le Conseil de recherche en sciences humaines proposait tout récemment un programme de subventions ciblées sur la thématique « Compétences et travail à l'ère de l'économie numérique ». En France, l'ANR lançait au printemps 2019 un « appel Flash science ouverte : pratiques de recherche et données ouvertes » doté d'un budget de plus de deux millions d'euros. Les mots-clés des vingt-cinq projets lauréats sont « interopérabilité », « *open data* », « gestion de données », « *e-infrastructure* » ou encore « impulser la science ouverte » – de quoi laisser songeurs les non-initiés. Le numérique permettrait d'apporter un supplément, tant attendu, de sens et de légitimité aux sciences humaines et sociales, d'assurer une forme accrue de mobilisation et de transférabilité des savoirs vers des publics non spécialistes tout en permettant d'établir des traverses entre les prés carrés des historiens, anthropologues et autres sociologues, et le monde « réel ». Humanités numériques et pratiques pédagogiques innovantes sembleraient également aller de pair comme le laisserait entendre, par exemple, la multiplication depuis le début des années 2000 des Masters et autres formations universitaires des 2^e et 3^e cycles, profil numérique. Master « Humanités numériques » à l'université Paris Sciences & Lettres. Formation spécialisée sur la même thématique à l'université polytechnique Hauts-de-France, anciennement université de Valenciennes. Lyon 2, Paris 8, Montpellier 3, université McGill à Montréal, plusieurs programmes aux Pays-Bas ou aux États-Unis² : la tendance ne trompe pas, l'heure est aux humanités – mais pas au sens classique.

- 2 Le domaine, bien qu'à la mode, est loin de toujours faire consensus³. On reproche aux humanités numériques, par exemple, de reproduire des modèles dominants, en plus d'être une porte d'accès dans le monde universitaire pour les acteurs du néo-libéralisme. Les humanités qui s'appuient sur les technologies les plus récentes dépendraient de données reflétant des biais systémiques et risquant de perpétuer, pour cette raison, des rapports de force asymétriques sur le plan du genre, de la race ou de la classe sociale⁴. Le domaine profiterait surtout aux universités prestigieuses des nations de tradition coloniale et aux chercheurs les plus en vue, qui monopoliseraient ainsi les maigres ressources traditionnellement allouées aux sciences humaines et sociales plutôt que d'œuvrer au mouvement de décolonisation des savoirs⁵. L'expression « humanités numériques » serait utilisée, parfois, de manière très lâche, certains ou certaines s'en réclamant dès lors qu'ils font appel à un programme informatique en libre accès ou qu'ils développent une application pour téléphones intelligents ou un site Internet. Une autre critique concerne le travail de l'ombre réalisé par les petites mains de la recherche – les étudiants sous-payés qui entrent de l'information dans une base, les codeurs et graphistes qui assurent la maintenance, etc. –, souvent éclipsées par les responsables de tel ou tel projet populaire sur le plan médiatique ou permettant à une institution universitaire de se démarquer d'une autre, alimentant ainsi l'hypercompétitivité propre à l'actuel système de production des savoirs.
- 3 En plus de ne pas faire consensus, les humanités numériques soulèvent des questions pratiques ou d'ordre épistémologique qu'il est parfois difficile de démêler. Comment, par exemple, tenir compte des « résultats » d'un chercheur en humanités numériques dans un dossier de subvention ou de promotion⁶ ? Comment réconcilier les attentes des institutions de recherche et les comités des pairs qui évaluent la production de leurs collègues selon des critères traditionnels ? Comment évaluer le pourcentage de responsabilité réelle de telle directrice ou tel directeur de projet dont le nom est nécessaire à l'obtention de grandes subventions mais dont la vraie spécialité est plus proche des humanités traditionnelles ? Les doctorantes et doctorants en histoire, sociologie, anthropologie et autres sciences humaines et sociales devraient-ils toutes et tous être en mesure de programmer une fois leur doctorat soutenu ou est-il encore possible de résister à la lame de fond du numérique ? Comment garantir la pérennité de projets une fois les technologies utilisées obsolètes ou les fonds de recherche épuisés (Smithies *et al.* 2019) ? Comment archiver les projets tombés en déshérence ? Comment réduire les coûts de production et mutualiser les ressources d'un domaine et d'un projet à l'autre en ayant recours notamment à des outils fédérateurs en libre accès⁷ ? Comment évaluer le degré d'impact de réalisations numériques à partir de simples statistiques de fréquentation ? Comment évaluer le ratio niveau de financement/ résultats obtenus à partir de projets comparables ? Plus largement, comment et pourquoi les *digital humanists* devraient-ils rendre des comptes aux organismes subventionnaires et aux sociétés qui les financent ?
- 4 En dépit des critiques et des écueils, l'histoire des traites et des esclavages dans le monde Atlantique et l'océan Indien – les régions dont il est question dans ce dossier inédit dans le paysage historiographique francophone – n'a pas échappé au *tournant* – car il y a bien un tournant – des humanités numériques. Aux projets sur CD-ROM de la fin des années 1990 et du début des années 2000 ont succédé de vastes entreprises interdisciplinaires et transnationales rassemblant des dizaines, et parfois des centaines d'acteurs, universitaires, techniciens et programmeurs et centres de recherche. Les

pionniers sont, comme le rappellent plusieurs auteures et auteurs de ce dossier, les idéateurs de la très influente base de données sur la traite négrière transatlantique, *The Trans-Atlantic Slave Trade Database* publiée sur CD-ROM (Eltis et al. 1999), connue aujourd'hui sous le nom de *Slave Voyages*, qui a permis d'affiner, sur le plan quantitatif, mais aussi qualitatif, l'état des connaissances sur l'un des épisodes traumatiques les plus fondamentaux de l'histoire des Amériques. La base de données de Gwendolyn Midlo Hall sur l'esclavage et la traite en Louisiane (1719-1820), élaborée dans les années 1980-1990, également publiée sur CD-ROM avant de basculer en ligne⁸, a également joué un rôle pionnier, tout comme la plate-forme de sources iconographiques créée à l'initiative de l'anthropologue spécialiste de l'esclavage à la Barbade, Jerome S. Handler – aux coûts de développement très bas mais à l'impact profond et durable ces vingt dernières années⁹.

- 5 Les projets numériques portant, directement ou indirectement, sur les esclavages se sont récemment multipliés, à l'initiative de chercheurs, de centres universitaires (voir notamment « Matrix – The Center for Digital Humanities and Social Sciences » à l'université Michigan State), mais aussi d'organismes gouvernementaux, de bibliothèques, d'acteurs du monde archivistique ou d'associations militantes. Les exemples ne manquent pas. La très riche Bibliothèque numérique des Caraïbes – basée à l'université de Floride – en est un¹⁰, tout comme la Banque numérique des patrimoines martiniquais ou le projet collaboratif « Manioc », initié par l'université des Antilles et celle de la Guyane¹¹. Mentionnons, dans un autre contexte géographique, les bases de données (sur l'anti-esclavagisme ou le droit des traites et des esclavages, par exemple) préparées dans le cadre du grand projet européen Eurescl, dirigé par la corédactrice en chef de la présente revue, Myriam Cottias. En France, le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage, ancêtre de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, a piloté plusieurs initiatives de nature numérique, sur les lieux de mémoire de l'esclavage en particulier¹². En Grande-Bretagne, le bicentenaire de l'abolition de la traite négrière en 2007-2008 s'est soldé par la mise en branle d'une vaste réflexion visant à mieux tenir compte de l'héritage du passé esclavagiste dans les structures sociales et politiques des nations anciennement colonisées par l'Empire britannique. Un résultat de cette réflexion est la mise en ligne, il y a peu, de la base de données « Legacies of British Slave-Ownership » qui permet d'identifier les propriétaires d'esclaves dans la longue durée de l'esclavage britannique, dans la Caraïbe bien sûr, mais aussi dans la colonie du Cap et à Maurice, dans l'océan Indien¹³.
- 6 Aux États-Unis, on a assisté à partir des années 2000 à un vaste mouvement de numérisation de sources. Parmi les premières sources à être mises en ligne figurent les témoignages d'anciens esclaves états-unisens recueillis dans le cadre du célèbre *Federal Writers Project* pendant les années 1930 et désormais accessibles sur le site de la Library of Congress. Tous les centres d'archives et toutes les bibliothèques universitaires de renom ont emboîté le pas. Longtemps disponibles uniquement sur des microfilms réservés aux grandes universités anglo-saxonnes, la collection Heartman de documents sur l'histoire de l'esclavage en Louisiane conservée à l'université Xavier de La Nouvelle-Orléans, par exemple, a été entièrement numérisée au début des années 2010. À La Nouvelle-Orléans toujours, après des années de refus puis d'hésitation, les autorités de l'archevêché ont choisi de numériser une partie de leurs archives permettant de reconstruire l'histoire des pratiques religieuses des Afro-catholiques, libres et asservis, de la région. Toujours dans le Sud des États-Unis, c'est depuis l'université Vanderbilt que l'historienne Jane Landers a supervisé la numérisation et le traitement de dizaines

de milliers d'archives menacées de destruction, provenant de sociétés esclavagistes d'Amérique latine et de la Caraïbe (Brésil, Colombie et Cuba notamment) – et formé des dizaines d'étudiants aux outils numériques. Paul Lovejoy, au nord de la frontière américaine, a supervisé des projets d'envergure sur les vies des hommes et femmes afro-descendants avec le soutien, notamment, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (« Studies in the History of the African Diaspora Documents »).

- 7 En dépit des critiques répétées depuis le début des années 2000 sur la notion de *slave agency*, qui serait selon certains galvaudée ou mal définie¹⁴, la capacité d'action des esclaves, ou leur agentivité, et la recherche de leurs voix résistantes sont généralement au cœur des projets qui se revendiquent des humanités numériques – peu importe le pays qui les voit naître. Les technologies permettraient de s'approcher du vécu des personnes esclavisées et de mettre en valeur leur humanité et leurs quêtes répétées de dignité. Cette approche en croise une autre, biographique, très influente ces dernières années dans les études sur l'Atlantique noir (Lindsay & Sweet 2013). Le vécu et les voix d'esclaves sont au cœur, par exemple, d'une plate-forme hébergée par l'université Chapel Hill en Caroline du Nord (« North American Slave Narratives »), rassemblant plusieurs dizaines de récits d'anciens esclaves, numérisés et intégralement retranscrits. À l'université de Glasgow, une base de données sur les esclaves en fuite annoncés en Grande-Bretagne (« Runaway Slaves in Britain: bondage, freedom and race in the eighteenth century ») a permis de sortir de l'obscurité des vies d'hommes et de femmes longtemps cachés et ignorés dans les journaux du XVIII^e siècle. La base a fait grand bruit à l'extérieur du monde universitaire, comme en témoigne la production du court-métrage 1745. *An Untold Story of Slavery* sur le destin de deux femmes esclaves fugitives en Écosse. Une autre base, états-unienne cette fois, a pour vocation de rassembler, via le *crowdsourcing* ou « production participative », toutes les annonces de fuite publiées aux États-Unis : « Rediscovering The Stories Of Self-Liberating People ». Une autre initiative, « Enslaved. Peoples of the Historical Slave Trade », vise à lier plusieurs grands ensembles de données afin de maximiser les chances de reconstituer l'histoire des esclaves forcés de cultiver du sucre, du tabac, du coton, de l'indigo, etc. ou à servir de domestiques et d'artisans dans les sociétés américaines.
- 8 D'un projet et d'un pays à l'autre, les grands noms de l'historiographie se sont prêtés au jeu du numérique et ont exploré des outils de diffusion non traditionnels afin de contrer les biais impérialistes des archives, de donner à entendre des voix jusqu'alors silencieuses et de renouveler, si possible, le genre de l'article scientifique imprimé, particulièrement chronophage dans sa production et au lectorat très restreint. C'est le cas, par exemple, d'Ada Ferrer (« Digital Aponte »), de Simon Newman (« Hidden In Plain Sight: Escaped Slaves In Late Eighteenth- And Early Nineteenth-Century Jamaica »), de Vincent Browne (« Slave Revolt in Jamaica, 1760-1761 »), de Bryan Wagner (« Louisiana Slave Conspiracies »), ou encore, dans une perspective plus militante, de Jessica Marie Johnson¹⁵, une figure pionnière des humanités radicales noires comme en témoigne le projet « Electric marronnage », l'une des plates-formes de recherche et de diffusion de la recherche à laquelle elle participe¹⁶.
- 9 Les six articles de ce dossier, sur l'histoire des traites dans l'océan Atlantique (Henry Lovejoy et Andrew Sluyter) et dans la région de l'océan Indien et du pourtour maritime asiatique (Ulbe Bosma *et al.* ; Rafaël Thiébaud), sur la fuite comme forme de résistance (Léon Robichaud) et sur les problèmes éthiques que posent les archives du post-esclavage (Katrina Keefer *et al.*), s'insèrent dans ce vaste courant numérique appliqué à

l'histoire des esclavages à l'époque moderne. Ils proposent, sur le plan heuristique, un ensemble de chemins menant vers des modes d'intelligibilité propres à un « plissement numérique du monde¹⁷ » que nous jugeons prometteur. Ce plissement est susceptible, selon nous, en effet, de rapprocher publics et chercheurs du *monde* des esclaves au moyen d'échelles d'analyse non conventionnelles appliquées à des sources nouvelles ou réévaluées par de nouveaux outils.

- 10 L'acte de « plisser » – c'est-à-dire de mettre en relief, grâce aux humanités numériques, ce qui est traditionnellement aplani par les sources – repose sur un « style d'enquête¹⁸ » partagé par les six auteures et auteurs de ce dossier sur les « meilleures pratiques » en la matière. Si les sciences humaines et sociales traditionnelles reposent sur des approches méthodologiques toujours fluctuantes mais néanmoins relativement stables à travers le temps, la rencontre des humanités numériques et du domaine de recherche qui nous intéresse ne peut se passer d'une approche introspective visant à départager les bonnes approches et les bons outils des erreurs de manipulation et des pistes à ne pas explorer. Comment reconnaître, par exemple, la contribution des différentes actrices et acteurs impliquées et impliqués dans un projet d'envergure comme celui dirigé par Henry Lovejoy, « Liberated Africans » ? Comment et pourquoi cartographier la mort – la fin tragique de centaines de milliers d'hommes et de femmes partis d'Afrique mais dont le corps ne parviendra jamais de l'autre côté de l'océan – dans l'histoire de la traite négrière transatlantique (Sluyter) ? Comment rendre compte, dans une base de données, de la multidirectionalité des traites d'esclaves et de captifs dans l'océan Indien et le pourtour maritime asiatique (Bosma *et al.* et Thiébaut) ? Comment et pourquoi évaluer les réussites et échecs d'une plate-forme numérique sur le marronnage qui n'a jamais bénéficié de grandes subventions de recherche (Robichaud) ? Quelle approche éthique adopter face aux sources du post-esclavage et à leur mise en valeur au moyen d'outils numériques ?
- 11 Voici certaines des questions au cœur de ce dossier de recherche piloté par Jane Landers, Henry Lovejoy, Paul Lovejoy et Jean-Pierre Le Glaunec.

BIBLIOGRAPHIE

ALLEN SULA, Chris *et al.*, 2017. « A Survey of Digital Humanities Programs », *The Journal of Interactive Technology & Pedagogy*, n° 11, 24 mai. Disponible en ligne : <https://jitp.commons.gc.cuny.edu/a-survey-of-digital-humanities-programs/>.

CLAVERT, Frédéric & Valérie SCHAFER, 2019. « Les humanités numériques, un enjeu historique », *Quaderni*, n° 98, p. 33-49.

ELTIS, David *et al.*, dir., 1999. *The Trans-Atlantic Slave Trade. A Database on CD-ROM*, Cambridge, Cambridge University Press.

GOLD, Matthew K. & Lauren F. KLEIN, dir., 2019. *Debates in the Digital Humanities*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

HALL, Gwendolyn M., 1999. *Databases for the Study of Afro-Louisiana History and Genealogy, 1699-1860: Computerized Information from Original Manuscript Sources*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.

LE GLAUNEC, Jean-Pierre, 2021. *Esclaves mais résistants. Dans le monde des annonces pour esclaves en fuite, Louisiane, Jamaïque, Caroline du Sud (1801-1815)*, Paris, Karthala / CIRESC.

LINDSAY, Lisa A. & John W. SWEET, dir., 2013. *Biography and the Black Atlantic*, Philadelphia, University of Philadelphia Press.

MARZAGALLI, Silvia, 2001. « Sur les origines de l'“Atlantic History” : paradigme interprétatif de l'histoire des espaces atlantiques à l'époque moderne », *Dix-huitième siècle*, n° 33, p. 17-31.

SMITHIES, James *et al.*, 2019. « Managing 100 Digital Humanities Projects: Digital Scholarship & Archiving in King's Digital Lab », *Digital Humanities Quarterly*, n° 13/1. Disponible en ligne : <http://www.digitalhumanities.org/dhq/vol/13/1/000411/000411.html>.

NOTES

1. Tous les liens du présent article sont valides en novembre 2020.
2. Voir Chris Alen Sula *et al.* 2017. Voir aussi Mégane de Amorim, « À quoi mènent les masters en “humanités numériques” », *Le Monde*, 30 janvier 2019 : https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/01/30/a-quoi-menent-les-masters-en-humanites-numeriques_5416520_4401467.html.
3. Voir les débats dans le *Chronicle of Higher Education* : « The Digital Humanities Debacle », Nan Z. Da, 27 mars 2019 (https://www.chronicle.com/article/the-digital-humanities-debacle/?bc_nonce=upysqrdp7l0pi7j6qoz7rg&cid=reg_wall_signup). Voir aussi Daniel Allington, Sarah Brouillette & David Columbia, « Neoliberal Tools (and Archives): A Political History of Digital Humanities », *Los Angeles Review of Books*, 1^{er} mai 2016 : <https://lareviewofbooks.org/article/neoliberal-tools-archives-political-history-digital-humanities>. Voir également Clavert & Schafer 2019.
4. Sur cette question, voir la conférence de Miriam Posner lors du congrès *Keystone Digital Humanities* de l'université de Pennsylvanie de 2015 : « The radical potential of the Digital Humanities: The most challenging computing problem is the interrogation of power » (<https://blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2015/08/12/the-radical-unrealized-potential-of-digital-humanities/>).
5. Sur toutes ces questions, et sur les débats en général qui animent les humanités numériques, voir Gold & Klein 2019.
6. Cette question a récemment fait l'objet d'une table-ronde au congrès de la Modern Language Association : « MLA 2020 Session: Roundtable on “Digital Scholarship in Tenure and Promotion” », 31 juillet 2019 : <https://infotech.mla.hcommons.org/2019/mla-2020-session-roundtable-on-digital-scholarship-in-tenure-and-promotion/>.
7. Voir notamment le projet Jupyterhub, <https://jupyter.org/index.html>.
8. Hall 1999. Les données ont ensuite été téléversées sur le site « Afro-Louisiana History and Genealogy, 1718-1820 » (<https://www.ibiblio.org/laslave/introduction.php>) avant d'être intégrées au projet « Enslaved » (<https://enslaved.org>).

9. <http://www.slaveryimages.org/s/slaveryimages/page/welcome>. Le site est désormais sous la direction de Henry Lovejoy, un des coéditeurs scientifiques de ce dossier.
 10. Voir la collection « Esclavage et résistance » : <https://dloc.com/results/?t=slavery,resistance,,&f=ZZ,=ZZ,+AU,+TO&t=slavery,resistance,,&f=ZZ,=ZZ,+AU,+TO>.
 11. Voir aussi la base de « noms de familles guadeloupéennes et martiniquaises » préparée et mise en ligne par l'association « Comité Marche » du 23 mai 1998, en collaboration avec la région Guadeloupe – signe que les humanités numériques permettent aux acteurs de la société civile de s'approprier des sources dont l'accès avait longtemps été réservé aux professionnels ou aux universitaires.
 12. Voir aussi le site « Traite négrière, esclavage et abolitions, pour un inventaire muséographique » : <http://www.cnmhe.fr/inventaire/presentation.html>. Le site « Mémoire et histoire de l'esclavage », www.esclavage-memoire.com, créé par le CNMHE, n'existe malheureusement plus (l'adresse pointe vers un site wordpress géré par une personne inconnue). On en trouve des captures d'écran avec l'outil *Wayback Machine* du site Internet Archive : http://web.archive.org/web/*/http://esclavage-memoire.com/.
 13. Une base de données similaire, préparée dans le cadre de la subvention de l'ANR « REPAIRS : Réparations, compensations et indemnités au titre de l'esclavage, Europe-Amériques-Afrique (XIX^e-XXI^e siècles) », sur les demandes de dédommagement en 1825 de la part des propriétaires français à Saint-Domingue et sur la répartition des indemnités en 1849 aux propriétaires d'esclaves dans l'Empire français (Antilles-Guyane-Sénégal-La Réunion-Nosi-Bé-Sainte-Marie), sera bientôt mise en ligne.
 14. Voir, par exemple, les travaux de Walter Johnson, Trevor Burnard et récemment Randy Browne. Pour plus de détails, voir l'introduction dans Le Glaunec 2021.
 15. Voir le très bel entretien qu'elle a donné au *Los Angeles Review of Books*, 23 juillet 2016 : <https://lareviewofbooks.org/article/digital-humanities-interview-jessica-marie-johnson/>.
 16. Sur le marronnage, voir aussi le projet « Mapping marronage » dirigé par Annette Josette-Gabriel.
 17. J'emprunte cette expression à Jean-Max Noyer : https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00701931v3.
 18. J'emprunte cette expression à Silvia Marzagalli (Marzagalli 2001).
-

AUTEUR

JEAN-PIERRE LE GLAUNEC

Professeur d'histoire
université de Sherbrooke, Canada